

Un gouvernement qui avilit la langue est aussi coupable que celui qui déprécie la monnaie. Je demande au gouvernement, à titre de résolution du Nouvel An, de s'engager à dire ce qu'il pense et à penser à ce qu'il dit.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT—ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UN BUDGET

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Ma question s'adresse au premier ministre, monsieur le Président. Quand je me trouvais sur la côte ouest, j'ai lu les déclarations inquiétantes dans lesquelles le premier ministre et le ministre des Finances laissaient entendre qu'ils voulaient démanteler nos programmes sociaux.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous sommes tellement scandalisés par cette attitude que j'ai l'intention de présenter à 15 heures une motion demandant un débat d'urgence.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le fameux principe sacré est désormais un principe violé.

Le premier ministre va-t-il demander à son ministre des Finances de présenter un budget dans les meilleurs délais de manière que nous puissions connaître les intentions exactes du gouvernement et savoir notamment qui aura droit à la pension de vieillesse et qui n'y aura pas droit, qui recevra des allocations familiales et qui n'en recevra pas? J'estime qu'il est important de dissiper la confusion que le gouvernement a semée dans l'esprit des Canadiens et de présenter un budget rapidement à la Chambre.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Dans une lettre publiée le 6 octobre 1982, on recommandait au gouvernement de remettre sérieusement en question le principe de l'universalité des programmes de sécurité sociale, qui, disait-on, profitaient désormais à la classe moyenne au lieu de servir les intérêts des personnes défavorisées. Nous rejetons cette recommandation qui se trouvait dans le bulletin de McMillan-Binch. Nous rejetons cette conception. Nous défendons une proposition importante.

Mme Copps: Vous êtes tombé bien bas, Brian.

M. Mulroney: Nous défendons une proposition importante. Vendredi dernier, on m'a posé la question suivante:

Le premier ministre affirme-t-il que le ministre des Finances est dans l'erreur lorsqu'il prétend que nous ne pouvons nous permettre d'offrir des programmes sociaux aux Canadiens à revenu moyen?

Questions orales

J'ai répondu:

J'affirme que le ministre des Finances n'a jamais déclaré cela.

En effet, par inadvertance ou pour une autre raison, le député d'Essex-Windsor a omis de citer deux mots importants de la réponse—«élevé et»—ce qui signifie clairement . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: . . . ce qui signifie très clairement . . .

Une voix: Ce n'était pas une citation.

M. Mulroney: . . . ce qui signifie très clairement que j'avais raison d'affirmer que le ministre des Finances n'avait jamais déclaré cela, et que le député avait tort, tout comme le chef du NPD avait tort hier à la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous sommes pour la justice sociale et l'équité.

Des voix: Bravo!

LA PENSION DE VIEILLESSE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le député d'Essex-Windsor et le député d'Oshawa sont très capables de se défendre eux-mêmes. Je tiens toutefois à dire au premier ministre que je commence à en avoir assez . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): . . . qu'on cite incorrectement des passages de ce que je suis censé avoir dit ou écrit. Ce n'est pas moi qui ai écrit le document en question.

Il est maintenant évident que le ministre des Finances et le premier ministre ont dissimulé pendant la campagne électorale la partie de leur programme qui consiste à mettre un terme au contrat social existant dans notre pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'appelle «contrat social» le contrat en vertu duquel des centaines de milliers de Canadiens ont payé des impôts pour pouvoir toucher un jour la pension de vieillesse. Combien de personnes âgées pourront finalement toucher cette pension et combien en seront privées bien qu'elles aient toutes payé des impôts pour recevoir la pension de vieillesse?

● (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, toutes les personnes âgées recevront cette pension, car nous n'avons jamais remis en question le principe de l'universalité pour les personnes du troisième âge. Elles y auront toutes droit.

Des voix: Bravo!